



La Soupe au caillou

Des nouvelles du Collectif pour un Québec sans pauvreté

26 mars 2007

Numéro 260

Par l'équipe du Collectif

Bilan électoral

Fruit d'un voyage à Montréal et d'un à Grand-Mère, d'une rencontre en marge du dernier Comité Avec et d'une rencontre à nos bureaux, le communiqué ci-après fait état des engagements qu'ont pris certains partis politiques face aux principes et mesures concrètes contenus dans notre plate-forme de revendications électorales. Au cours de la dernière semaine de campagne, deux positions de partis politiques sont venues menacer la poursuite de la lutte à la pauvreté. C'est le sujet d'un deuxième communiqué.



Communiqué de presse

Le Collectif pour un Québec sans pauvreté a rencontré cinq partis



Bougeons

Des régions actives avec la feuille d'engagement

Félicitations à touTEs ceux et celles qui ont su grâce à leur implication citoyenne maintenir la lutte à la pauvreté active au cours de cette campagne électorale!

Plusieurs régions ont utilisé les outils produits par le Collectif pour obtenir des engagements de la part des candidatEs de leur région. C'est le cas de la région du Saguenay – Lac-St-Jean, de Québec, de l'Estrie et probablement d'autres régions dont nous n'avons pas eu de nouvelles. Cela a donné lieu à des communiqués ou des articles dans les médias régionaux. Ailleurs on s'est inspiré des outils pour poser des questions lors de débats publics.

Pour sa part, la région du Centre-du-Québec n'a pas attendu les outils du Collectif et a bâti les siens. Elle a été active notamment au cours de deux débats et d'un questionnaire envoyé à tous les candidatEs de cette région.

Si la lutte à la pauvreté n'a pas été abordée très souvent par les ténors des trois partis politiques qui se disputent le pouvoir, l'action des collectifs régionaux a su mettre cette question au cœur des débats.

QUÉBEC, le 23 mars 2007 – C'est avec l'objectif d'obtenir des engagements sur les principes et les mesures concrètes de sa plate-forme de revendications électorales que le Collectif pour un Québec sans pauvreté a demandé à rencontrer les cheFFEs des cinq principaux partis.

Le chef du Parti vert du Québec, Scott McKay, et le porte-parole de Québec solidaire, Amir Khadir, ont répondu à l'invitation. Le Parti Québécois et le Parti libéral du Québec ont mandaté leur responsable du dossier de la lutte à la pauvreté, respectivement Nicolas Girard et Michelle Courchesne. L'Action démocratique du Québec a envoyé deux candidats de la région de Québec, Sylvain Légaré et Jean Nobert.

Trois partis ont signé une feuille d'engagement

Le Parti vert, Québec solidaire et le Parti libéral se sont, à des degrés divers, engagés envers les éléments de la plateforme du Collectif; le Parti Québécois, après plusieurs allers-retours, a remplacé la feuille d'engagement du Collectif par la liste des mesures déjà inscrites dans son programme électoral. L'Action démocratique avait annoncé d'avance qu'elle ne prendrait aucun engagement.

Les trois partis qui se sont engagés ont appuyé la presque totalité des principes mis de l'avant dans la plate-forme du Collectif: ne pas appauvrir les personnes au bas de l'échelle, améliorer les conditions de vie et le soutien du revenu des personnes qui vivent la pauvreté, améliorer le développement de leur employabilité ainsi que les conditions de travail des salariéEs au bas de l'échelle. Le Parti libéral a refusé de s'engager sur deux principes: consacrer les nouvelles sommes reçues du fédéral à l'éducation, à la santé et aux programmes sociaux et faire primer l'amélioration des plus pauvres sur celles des plus riches.

Le Collectif restera vigilant au lendemain des élections pour que tant les députéEs du gouvernement que ceux de l'opposition respectent les engagements pris lors de cette campagne électorale; ils ont de toute façon des obligations de lutte à la pauvreté en vertu de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale en 2002.

Au-delà des principes

Dans sa plate-forme, le Collectif invitait également les partis politiques à se positionner

Suite en page 2 (cinq partis)

Menaces pour la lutte à la pauvreté

QUÉBEC, le 23 mars 2007 – Au cours de cette dernière semaine de campagne électorale, deux sujets sont venus susciter de sérieuses craintes au sein du Collectif pour un Québec sans pauvreté. Le premier concerne la volonté d'un parti de sortir 25 000 personnes de l'aide sociale. Le peu de détails sur le sujet et les déclarations contradictoires font craindre que l'on veuille davantage lutter contre les «pauvres» que contre la pauvreté. Le deuxième est la promesse d'un autre parti d'utiliser pour des baisses d'impôt la totalité des argentés non rattachés à des programmes spécifiques, promis au Québec dans le dernier budget fédéral. Cette promesse nous priverait des moyens attendus depuis longtemps pour lutter contre la pauvreté. Ces deux orientations menacent l'atteinte de l'objectif de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale qui est de faire du Québec, d'ici 2013, l'une des nations industrialisée où il y a le moins de personnes pauvres.

Le Collectif souhaite depuis longtemps que toutes les personnes qui veulent retourner sur le marché de l'emploi ou aux études puissent avoir accès à des mesures. Déjà amputés au cours des années '90, les fonds du Québec consacrés à l'aide à l'emploi ont diminué de 16.6% depuis 2000. Les personnes à l'aide sociale jugées aptes au travail sont de plus en plus éloignées du marché du travail. En effet leurs conditions de vie, qui ne permettent pas de couvrir leurs besoins essentiels, ont contribué à détériorer leur santé et à les éloigner davantage du marché de l'emploi. En conséquence, les mesures dont elles auraient besoin sont des mesures à long terme, donc plus coûteuses. L'ADQ prétend remettre les personnes au travail mais ne prévoit pas de budget supplémentaire pour la formation ni d'amélioration des conditions de travail au bas de l'échelle. Au contraire, il prévoit même faire des économies de 175 M\$ dans le budget d'aide sociale! Les coupures de budget, la volonté du chef de parti de l'ADQ de serrer la vis aux prestataires d'aide sociale et l'absence d'engagement concernant la lutte à la pauvreté font craindre

le pire sur les intentions réelles de ce parti.



À propos des baisses d'impôts, les organismes luttant contre la pauvreté se sont vu répondre à plusieurs reprises par les gouvernements successifs qu'ils auraient voulu en faire plus mais qu'ils n'en avaient pas les moyens, entre autres parce qu'une partie de l'argent est au fédéral. Or, le récent budget fédéral promet au Québec 700 M\$ d'argent neuf via la péréquation, argent qui pourrait être affecté aux programmes choisis par le Québec, dont la lutte à la pauvreté. Mais dès le lendemain

de cette annonce, le chef du Parti libéral engageait toute cette marge de manœuvre dans des réductions d'impôt. Rappelons que depuis 2000, les deux gouvernements péquiste et libéral ont consenti d'importantes baisses d'impôts, notamment celles des budgets 2000-2001 et 2001-2002 qui à elles seules ont privé le Québec de plus de 3.5 G\$ annuellement. En plus d'enlever des moyens d'action aux gouvernements, ces baisses d'impôt ont creusé les écarts entre les riches et les pauvres.

Avec les 700 M\$ du fédéral, on pourrait prendre de nombreuses mesures urgentes, qui permettraient de respecter les droits sociaux reconnus dans les chartes et traités internationaux : l'indexation annuelle et complète des prestations d'aide sociale, l'exemption totale des pensions alimentaires du calcul du revenu des personnes assistées sociales, la gratuité des médicaments pour toutes les personnes dont le revenu est inférieur à 12 000 \$ par année, le rétablissement des budgets à la formation et à l'insertion au niveau de 1997, l'abolition de la coupure de 100 \$ pour solidarité familiale (clause Tanguy), pour un total de 450 M\$. Il en resterait pour de nombreux autres chantiers : le logement social, l'aide aux étudiants, l'amélioration des barèmes à l'aide sociale. Le Collectif considère ainsi que les sommes promises pour les réductions d'impôt pourraient être mieux investies, pour un Québec riche de tout son monde. 

Suite de la une (cinq partis)

sur une liste de mesures concrètes et prioritaires pour lutter contre la pauvreté. Les partis signataires s'engagent à préserver l'accessibilité aux études, à ne pas laisser s'accroître la pauvreté étudiante et à augmenter immédiatement les sommes disponibles pour les mesures de formation et d'insertion à l'emploi.

Le Parti vert et Québec solidaire ont retenu la presque totalité des mesures présentes dans la plate-forme du Collectif, notamment, en s'engageant à instaurer un barème plancher à l'aide sociale, à abolir la distinction entre les personnes avec et sans contraintes sévères à l'emploi et à accorder à toutes les personnes à l'aide sociale le barème des personnes avec contraintes sévères à l'emploi.

De son côté, le Parti libéral s'est engagé seulement sur quelques mesures; il affirme cependant vouloir réaliser ses engagements de principe en utilisant d'autres formules.

Le Collectif pour un Québec sans pauvreté est une coalition non partisane de lutte à la pauvreté, formée de 32 organisations nationales et 15 collectifs régionaux. Il est à l'origine du mouvement citoyen qui a obtenu la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Fort de la mobilisation de ses membres, il promeut sans relâche les actions nécessaires pour un Québec sans pauvreté et riche de tout son monde. N'accordant son appui à aucune formation politique, il tient à informer la population sur les positions des principaux partis politiques afin que les électeurs et électrices puissent voter en toute connaissance de cause. 



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165 de Carillon, local 309, Québec, Qc, G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040 / Télécopieur: (418) 525-0740 / Courriel: collectif@pauvrete.qc.ca

www.pauvrete.qc.ca